Manuel Tuñón de Lara et ses maîtres : Manuel Núñez de Arenas et Pierre Vilar

Manuel Tuñón de Lara y sus maestros : Manuel Núñez de Arenas y Pierre Vilar

*Manuel Tuñón de Lara, and his masters : Manuel Núñez de Arenas and Pierre
Vilar*

Joseph Pérez

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/358>

DOI : 10.4000/bhce.358

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 123-129

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Joseph Pérez, « Manuel Tuñón de Lara et ses maîtres : Manuel Núñez de Arenas et Pierre Vilar », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/358> ; DOI : 10.4000/bhce.358

Manuel Tuñón de Lara

Joseph PÉREZ

Ancien président de l'Université Bordeaux 3
Ancien directeur de la Casa de Velázquez
Prix *Príncipe de Asturias*, Sciences sociales 2014

Manuel Tuñón de Lara (1915-1997) a eu deux maîtres: Manuel Núñez de Arenas (1886-1951) et Pierre Vilar (1906-2003)¹. Il a appris d'eux trois choses: la nécessité de s'engager dans les combats du monde contemporain; la fécondité d'une méthode –le marxisme–; l'ouverture d'esprit.

On passera rapidement sur le premier point. On rappellera seulement que tous trois ont combattu pour des causes qui leur paraissaient dignes d'être soutenues –la liberté, la justice sociale...–, qu'ils ont pris des risques et que cela leur a valu des déboires: la prison et l'exil pour Núñez et pour Tuñón, l'expulsion d'Espagne pour Vilar. On se demandera: l'engagement est-il compatible avec l'objectivité à laquelle est tenu tout historien? À cette question, Vilar répondait: se dire objectif quand on se sait partisan est malhonnête; se croire objectif alors qu'on est partisan est le fait d'un sot: il vaut donc mieux exposer son parti-pris et s'efforcer de le justifier, laissant la conclusion au lecteur. L'historien ne peut pas se contenter de collecter des faits et d'en vérifier l'exactitude; il s'agit, bien sûr, de ne rien dissimuler, de ne rien inventer. Après quoi, il s'efforcera moins de faire savoir que de faire comprendre. Plutôt que d'adopter une attitude faussement objective et de distribuer d'une manière apparemment équitable l'éloge et la critique, nos trois auteurs se sont attachés à établir les faits, à les expliquer et à les comprendre dans une tentative pour s'élever au-dessus de la polémique et situer les problèmes sur leur vrai terrain: celui des faits, des explications profondes, d'une histoire scientifique.

Núñez de Arenas, Vilar et Tuñón se déclaraient marxistes, ce qui aujourd'hui peut poser problème dans la mesure où certains de ceux qui se réclament de Marx ont tendance à ramener sa doctrine au rang d'une vulgate qu'on applique mécaniquement. Ils réduisent ainsi le marxisme à une sorte de scolastique, par exemple, en prenant au pied de la lettre l'idée que l'infrastructure économique est la base réelle de la société, celle sur laquelle se fondent la politique, l'art et la religion. Ni Núñez, ni Vilar ni Tuñón n'ont adopté une attitude aussi simpliste. Pour eux, le matérialisme historique est bien l'élément déterminant de l'histoire, celui qui, *en fin de compte*, commande la production et la reproduction de la vie réelle, mais ils n'en déduisaient pas que le facteur économique est le *seul* déterminant; la situation économique est bien la base, mais condition n'est pas cause; pour qu'un phénomène se produise, il faut que soient réunies certaines conditions, nécessaires, mais pas suffisantes; les divers éléments de la superstructure exercent aussi leur influence, et dans beaucoup de cas une influence prépondérante. Marx «savait que dans la relation entre travail et valeur tient tout le secret de l'histoire sociale. Mais Marx ne simplifiait pas. Il ne faisait pas de la productivité la condition suffisante de la transformation historique. Il se contentait d'en faire (ce qui est très différent) la condition nécessaire». C'est ainsi que Núñez, Vilar et Tuñón ont compris le marxisme: comme une méthode qui permet de mieux aborder les problèmes que soulève l'évolution de l'Espagne. C'est ce que Pierre Vilar expose dans son livre *Une histoire en construction* (Paris, 1982) ou encore dans *Or et monnaie dans l'histoire* (Paris, Flammarion, 1974): le matérialisme historique consiste à découvrir, sous ce que disent les gens et sous ce qu'ils pensent, ce qu'ils sont en analysant ce qu'ils font.

Tuñón a été moins explicite, mais il a prouvé le mouvement en marchant. Dans son œuvre, on relève la volonté de présenter un tableau cohérent qui permette de faire comprendre l'évolution de l'Espagne depuis 1815, dans une perspective qui rend compte de la totalité des phénomènes concernés. Tuñón bannit tout sectarisme. On pense, en particulier, aux liens entretenus avec des mouvements d'inspiration chrétienne, nettement engagés dans la lutte antifranquiste: la revue *Esprit* dans laquelle il a publié plusieurs articles, la revue *Frères du monde*, fondée par des franciscains soucieux de confronter réflexion chrétienne et analyse marxiste, la publication *Cuadernos para el Diálogo*, inaugurée en 1963 par l'ancien ministre de Franco, Joaquín Ruiz-Giménez, qui se proposait d'œuvrer en faveur de la démocratie, de la liberté, des droits de l'homme et de préparer les

¹ Pour la petite histoire, on relèvera que Tuñón et Vilar ont fait connaissance en septembre 1951, à l'enterrement de Núñez de Arenas; quelques personnes seulement étaient présentes.

esprits à la réconciliation et à la transition qui devait se dérouler à la mort de Franco. Les colloques que Tuñón a organisés à Pau témoignent de cette volonté de fuir tout sectarisme: des Espagnols de l'intérieur y retrouvaient des Espagnols de l'exil; les uns et les autres rencontraient des collègues d'autres pays –pas seulement des Français–; des intellectuels de tous horizons –marxistes, chrétiens, agnostiques– confrontaient leurs points de vue sur l'évolution de l'Espagne contemporaine.

Núñez de Arenas, Vilar et Tuñón enfin n'entendaient pas s'enfermer dans une spécialisation étroite. Bien entendu, ils avaient un centre d'intérêt principal: le mouvement ouvrier pour le premier, la Catalogne pour le deuxième, l'histoire sociale pour le troisième, mais cela ne les empêchait pas de s'intéresser aussi à d'autres sujets. Núñez de Arenas a travaillé sur les libéraux et les *afrancesados*, sur Goya, sur le romantisme; Vilar, géographe de formation, puis historien de l'économie et de la Catalogne, a montré comment l'œuvre de Cervantès pouvait enrichir notre connaissance de l'Espagne moderne; Tuñón avait commencé une thèse de science politique sur l'État, à laquelle il a vite renoncé, pour s'intéresser à l'histoire sociale, mais aussi à la littérature contemporaine avec ses livres sur Antonio Machado et sur le mouvement intellectuel de 1880 à nos jours.

Tous trois ont ainsi abordé des sujets en apparence éloignés de leur spécialité qui leur ont permis de suivre le renouvellement des méthodes et des thématiques. Tuñón a souffert d'être séparé de son pays. Les longues années d'exil lui ont permis cependant d'assimiler ce que les grands universitaires français des années qui ont suivi la Libération –aussi bien ceux qui se réclamaient du marxisme comme Vilar que ceux qui venaient de l'école des *Annales* première manière comme Lucien Febvre et Fernand Braudel– ont apporté de fondamental: concevoir l'histoire comme science, comme problématique et comme méthode. Lucien Febvre, Pierre Vilar et Fernand Braudel envisageaient l'histoire comme une totalité et comme une longue durée, pas comme une succession de points de vues.

Cette curiosité intellectuelle s'accompagnait d'esprit critique. Vilar et Tuñón n'ont jamais pris au sérieux ce que Francisco Rico appelait les sujets à la mode²: le structuralisme, le thème carnavalesque, l'histoire des mentalités³, l'histoire culturelle –ou de la culture?–, la microhistoire, etc.⁴. Ces thèmes renoncent aux perspectives d'ensemble au profit de vues fragmentaires; or l'histoire ne devrait pas être découpée en morceaux: car l'activité de l'homme est une. Il ne faut pas confondre nouveauté et innovation, écrivait Vilar⁵; ce qui est le plus récent –ce qui est à la mode– n'est pas forcément le plus vrai.

La sûreté de la méthode et la fécondité des résultats se comprennent mieux, dans le cas de Tuñón, si l'on pense à une circonstance qu'on met rarement en avant. C'est Tuñón qui a choisi de s'installer à Pau; ce que Noël Salomon lui avait demandé, c'était de nous recommander un lecteur capable de faire cours sur l'Espagne contemporaine, mais la personne à laquelle on pensait n'a pu se libérer; c'est alors que Tuñón s'est déclaré lui-même candidat pour les raisons qu'il nous a données alors: il souhaitait quitter Paris, ville où les contacts intellectuels étaient nombreux et attractifs, mais où il avait aussi l'impression de perdre beaucoup de temps. Tuñón voulait écrire une œuvre, avoir des élèves, être à deux pas de l'Espagne. Voilà pourquoi Pau l'attirait. En quittant Paris, il s'éloignait du parisianisme et du snobisme qui guettaient certains intellectuels. De ce point de vue, l'évolution de l'École dite des *Annales* est significative. Dans son *Autobiographie*, Eric Hobsbawm en a relevé les aspects les plus importants: «Quelque chose [...] a basculé [...]. La *structure* était dépassée et la *culture* devenait à la mode [...]. On s'éloignait désormais des modèles historiques, ou des explications profondes sur le pourquoi des choses [...]. Il s'agissait de rendre compte des sentiments plutôt que des faits: la description prenait le pas sur l'analyse, la culture sur la structure économique et sociale, le microscope sur le télescope.»⁶ On est en présence d'un recul significatif de la rationalité. À Pau, Tuñón a résisté avec succès à ces phénomènes de mode et il a cherché à en préserver ceux qui ont choisi d'être ses élèves.

2 «Enfoques de moda». «Por ejemplo, el carnaval, la literatura popular y el estudio carnavalesco, que es de un libro gracioso de Bakhtine, que está bien [...] pero que en mi opinión no se puede generalizar como se ha hecho. El carnaval y la oralidad son importantes, pero estas modas de enfoque tienden a sustituir muchas veces un panorama conjugado en el que todos los elementos casen entre sí [...]». *Lo que existen ahora son tendencias: el carnaval, lo esotérico, la marginalidad*. (Francisco RICO, interview dans *El País*, 27 mai 1991).

3 Cette histoire est d'autant plus prisee que sa définition en est plus vague. Cf. Josep FONTANA, *La historia después del fin de la historia*. Barcelona, Crítica, 1992, p. 105-111.

4 On fait passer pour des recherches en profondeur des essais suggérés par de simples anecdotes. Exemples de cette atomisation: histoires de la sexualité, du mariage, de la famille, de l'enfance, de l'allaitement, des maladies, de la folie, de la mort, des femmes, de la pauvreté, des marginaux, des prisons, du péché, de l'alimentation, de l'habillement, etc.

5 «Le commerce de l'histoire a ceci de commun avec le commerce des détergents que l'on y fait volontiers passer la nouveauté pour l'innovation. Il a ceci de différent que les marques y sont très mal protégées. N'importe qui peut se dire historien» (P. VILAR, «Histoire marxiste, histoire en construction», dans *Annales ESC*, janvier-février 1973, p. 165).

6 «Rien [...] n'est plus périlleux que l'illusion de la "nouveauté" qui n'est souvent qu'ignorance de l'histoire» (*Or et monnaie dans l'histoire, 1450-1920*), Paris, Flammarion, 1978, 8).

6 Eric HOBSBAWM, *Franc-tireur, Autobiographie*, Paris, Ramsay, 2005, p. 352-353. Josep FONTANA, disciple de VILAR, ajoute: «*Habría que añadir también la parte que en este tratar de erigir la historia de las mentalidades en algo nuevo tiene el afán de los herederos de Annales de seguirse considerando el centro del mundo y su tradicional ignorancia de lo que se hace en otras lenguas.*» (Josep FONTANA, *La historia después del fin de la historia*. Barcelona, Crítica, 1992, p. 106, note).

Tuñón de Lara, toda una época

José ÁLVAREZ JUNCO

Universidad Complutense de Madrid

Manuel Tuñón de Lara fue el animador más visible del renovado interés por la historia contemporánea española que emergió en los últimos años del franquismo. Tuñón era, como se sabe, un joven estudiante de Derecho de poco más de veinte años al iniciarse la Guerra, y estaba afiliado a la FUE y a las Juventudes Comunistas. Encuadrado en el Quinto Regimiento durante la Guerra Civil, mantuvo su actividad clandestina de oposición al régimen en los años cuarenta y pasó algún tiempo encarcelado. Acabada la Segunda Guerra Mundial, se exilió a Francia, donde residiría a lo largo de tres decenios. En París, donde subsistía como periodista y traductor de la UNESCO, conoció a Manuel Núñez de Arenas, autor de unas tempranas *Notas sobre el movimiento obrero español* (1916), aparte de otros estudios sobre Ramón de la Sagra y el reformismo social. Fue un encuentro crucial para el joven Tuñón, que se orientó desde entonces hacia la historia obrera. Apoyado por Pierre Vilar y Noël Salomon, entró en la *École pratique des hautes études*, donde recibió un título de Historia que le permitió ocupar, en 1965, el puesto de profesor de Historia y Literatura Españolas en la Universidad de Pau.

Al iniciarse la década de los sesenta Tuñón había publicado *La España del siglo XIX*, a la que siguieron *La España del siglo XX* y *El movimiento obrero en la historia de España*, libros de obligada adquisición para quienes, desde la España de Franco, salían a París y se acercaban a la *Librairie espagnole* de la rue de Seine o a Ruedo Ibérico. Al finalizar aquella década, a medida que la censura franquista se relajaba y Tuñón de Lara iba adquiriendo renombre, pudo lanzar también dentro del país su *Historia y realidad del poder* (1967) y *Medio siglo de cultura española, 1885-1936* (1970). Era solo el inicio de una larga lista de obras que firmaría en los años sucesivos, hasta culminar en la *Historia de España* dirigida por él y publicada por Labor, en catorce volúmenes, entre 1980 y 1991. En esta obra colectiva participaron treinta y dos colaboradores (cuatro veces más que los de Alianza/Alfaguara, como ha observado Gonzalo Pasamar), lo que la convirtió en la expresión de los puntos de vista de toda una generación, cuyo común denominador era el antifranquismo.

En los años sesenta y setenta, Manuel Tuñón de Lara llegó a encarnar como nadie la visión del pasado que asumían como propia quienes se oponían al régimen. A ello contribuyó su calidad de exiliado político, testigo y actor de la misma historia que escribía, y su metodología, básicamente marxista; pero le ayudó también su estilo literario ágil y eficaz, muy cercano al periodismo, y su carácter abierto y sociable, todo lo cual le convirtió en un personaje dotado de «patente magnetismo», en expresión de Enrique Moradiellos.

A partir de 1970, desde el Centre de recherches hispaniques de la Universidad de Pau organizó unos coloquios a los que asistían los historiadores españoles jóvenes más prometedores y preocupados políticamente; Se dedicaron fundamentalmente a la «historia del movimiento obrero», verdadera marca generacional, quizás porque ofrecía precisamente el modelo de movilización que proponíamos contra el régimen. El impacto de aquellos debates y ponencias, publicados en el interior por Cuadernos para el Diálogo, fue inmenso; su tema estrella tendía a ser la historia social y del movimiento obrero, aunque abundaron también las presentaciones sobre historia política, económica y literaria; todo ello centrado, eso sí, en la época contemporánea. Tuñón retornó esporádicamente a España a partir de 1973 y sus apariciones públicas se convirtieron en acontecimientos mediáticos: impartió cursos y conferencias multitudinarios en diversos centros culturales o facultades universitarias y acabó siendo nombrado, por un procedimiento excepcional, catedrático de la Universidad de País Vasco en 1983.

Tras tener Pau como sede durante más de una década, los coloquios pasaron a celebrarse en Segovia y Cuenca durante otros tantos años y, desaparecida Edicusa, fueron publicados por Siglo XXI. De la capacidad integradora de Tuñón y su reconocida autoridad da idea el hecho de que fuera designado como director del equipo que preparó para Televisión Española la larga serie documental emitida sobre la Guerra Civil con ocasión de su cincuenta aniversario. Aparte de otra infinidad de tareas individuales y colectivas, también coordinaría los 27 volúmenes de *La Guerra Civil española*, editados por Folio en 1996.

El censor franquista que dio su visto bueno a la publicación de *Historia y realidad del poder*, y cuyo informe ha sido publicado por Ricardo Miralles y José Luis de la Granja, entendió el sentido general de la obra: era un estudio sobre la «oligarquía» del primer tercio del siglo XX, «compuesta por el rey, su camarilla palatina, la aristocracia, la alta burguesía, encumbrada por la Corona, protegida en sus negocios sucios y elevada al Poder por el Rey y los nobles». Sin duda con miras antimonárquicas, en un momento crucial para el futuro del régimen como era 1967, el censor observaba que «el libro sentará muy mal en los medios monárquicos», ya que «contiene hechos irrefutables que pueden ser vergonzosos pero que no hay quien los mueva». Autorizaba, en definitiva, la publicación de la obra, pese a la «intencionalidad manifiesta, dados los antecedentes del autor», porque no había en ella nada «comprometedor» para el régimen, ningún «ataque» directo a sus instituciones, a la Falange o al propio Franco. Tenía razón, pero era una visión muy a corto plazo. Lo fundamental, que el censor no veía, era que Tuñón estaba ofreciendo el gran paradigma alternativo a la historiografía franquista.

Desde el punto de vista metodológico, era renovador el apoyo de Tuñón de Lara en datos más hemerográficos que archivísticos y su utilización de conceptos y métodos de análisis procedentes de la sociología, la economía y la ciencia política. En sus obras abundaban términos nada habituales en anteriores libros de historia españoles, como «bloque de poder», «aparatos de Estado», «formación social», «luchas por la hegemonía», «contradicciones», «crisis», «elites», «mentalidades», «grupos de presión»... Aunque su raíz básica fuera marxista, su esquema explicativo no se reducía a una rígida dialéctica en términos de luchas de clases. Las estructuras socio-económicas eran el núcleo duro de su enfoque, pero era patente –aparte de un tono moralista de herencia costista– la impronta añadida de la escuela de los *Annales* y del estructuralismo francés, que le abría a una mayor interdisciplinariedad.

Un concepto, en especial, como el de «mentalidad social» –bastante impreciso, en definitiva– le permitió prestar gran atención a los temas culturales, sobre todo literarios, para lo que contó siempre con la participación de los muchos y muy buenos hispanistas franceses, formados clásicamente en estudios literarios. En el título mismo de la cátedra de Tuñón en Pau figuraba el término «literatura» y entre sus publicaciones iniciales había un libro sobre Antonio Machado, otro sobre la llamada «Edad de Plata» y un tercero sobre Costa y Unamuno, con lo que estos temas nunca fueron ajenos a sus preocupaciones. Pero siempre, eso sí, procuró enfocar los «problemas de la cultura», como él mismo explica, no «como una enumeración de personalidades y de obras según las viejas historias de la civilización», sino centrándose en «las ideologías y su elaboración, así como su difusión a través de los distintos aparatos de hegemonía».

Resuelto, como estaba, a escribir una historia «científica», superadora de anteriores «visiones ideológicas», Tuñón se planteó repetidamente el problema del método. Empezó por hacerlo en *Historia y realidad del poder*, primer libro que escribió en Pau y que fue un paso clave en su profesionalización como historiador. Las ideas allí contenidas serían expandidas en su *Metodología de la historia social de España* (1973), libro que marcó a toda una generación de jóvenes historiadores españoles. Resumiendo las ideas de Tuñón, Santos Juliá ha escrito que su punto de partida era que «la explicación del conflicto visible, palpable, no puede agotarse en lo que vemos o en lo que recordamos. Es más, la vista puede ocultar la realidad, o engañarnos acerca de su verdadera sustancia, que solo es discernible si vamos a ella equipados de teoría». Coherente con esta hipótesis, centraba su interés en «la conflictividad latente, que no se ve con los ojos ni se oye con los oídos, pues no se da entre personas, en la superficie, sino entre estructuras, en las profundidades». Habían pasado los tiempos, defendía Tuñón, no solo de la «historia-relato», especialmente de la centrada en «héroes» o «reyes y batallas», sino también de cualquier otro enfoque que partiera de la autonomía de la acción humana.

Pese a que su instinto periodístico siempre cargara sus libros de nombres y anécdotas individuales, mantenía que el objeto de la historia no era «el hombre como individuo», sino la sociedad, la colectividad; una colectividad que nada tenía que ver ya con la «intrahistoria» unamuniana o el «alma popular» o «espíritu colectivo», en el que aún creían historiadores españoles inmediatamente anteriores, o incluso coetáneos suyos, sino que debía entenderse como una «estructura de poder». Poder que, a su vez, de ningún modo se limitaba tampoco al ámbito político, a los centros de decisión del Estado, sino que radicaba en estructuras no institucionalizadas, en empresas o centros financieros, en redes con influencia social y cultural, «poderes fácticos» todos ellos que debían ser analizados para entender el esquema de dominación propio de cada «formación social». En la base de aquella «totalidad histórica» evocada estaba la estructura social y económica, caracterizada por su larga duración, pero recorrida por coyunturas de duración media y corta y acontecimientos puntuales, según la célebre diferencia establecida por Fernand Braudel.

Entre las estructuras, Tuñón distinguía tres «niveles» o «aspectos» –para él, «interdependientes», insistía– que, de un modo u otro, están siempre presentes en su esquema: el socio-económico,

el político y el cultural. Para analizar, sobre todo, las estructuras profundas recomendaba la utilización preferente del método cuantitativo: «no basta con describir, hace falta medir», repetía. Pero la «realidad» socio-histórica tampoco podía limitarse a esto; lo cuantitativo debía combinarse con lo cualitativo, como la estructura con la coyuntura y el tiempo largo con el breve.

Un planteamiento «totalista» de este tipo —«es inútil cualquier intento de explicar la parte sin el todo»— se veía aquejado de una cierta vaguedad: en definitiva, *todo* tenía importancia, todo debía ser tenido en cuenta, sin que se sentaran criterios de exclusión o de jerarquización o subordinación de unos «niveles» en relación con los otros. Tuñón no se pronunció de manera tajante en relación con el clásico problema marxista de la «determinación», o tan solo el «condicionamiento», del conjunto por la «estructura económica», aunque se distanció explícitamente del «economicismo». Pero el centro de sus preocupaciones giraba, en definitiva, en torno a las relaciones de poder. Uno de sus conceptos más repetidos, y al que probablemente dedicó mayor atención, fue el de «bloque de poder», o «bloque hegemónico», que evocaba el «bloque histórico», puesto en boga en aquellos años sesenta por Poulantzas y por el comunismo italiano. Un «bloque de poder» era algo más que una simple alianza, como sería una coalición electoral. Era un «poder real» (poder económico, influencia social, es decir, en definitiva, capacidad de tomar las decisiones trascendentales), más «real» incluso, aunque menos visible, que el mero poder formal o político. Consistía en un conjunto de fuerzas que «dirige» —no «domina», aunque sin duda forma parte de él la clase o grupo social «dominante»— al resto de la sociedad.

El ejemplo paradigmático de esta situación era, para Tuñón, la Restauración borbónica del último cuarto del XIX, momento en el que Cánovas se había apoyado en un «bloque de poder oligárquico» formado por la monarquía, la Iglesia —una vez derrotado el carlismo—, los mandos militares, la aristocracia, una buena parte del «personal político», la burguesía catalana —ganada por el proteccionismo—, la vasca —tras los conciertos económicos... En esa sociedad, ya burguesa, las clases dominantes se adaptaron a las nuevas formas liberal-parlamentarias, aunque impidieran la participación política de las clases populares y en muchos de sus comportamientos se observara un «techo ideológico» procedente del Antiguo Régimen. A diferencia de Vilar, por tanto —aunque lograra siempre esquivar el debate con su maestro—, para Tuñón sí había habido una cierta «revolución burguesa» en la España del XIX. Aquella situación canovista se mantuvo, en todo caso, hasta que el 98 dio lugar a una «crisis de hegemonía» o «crisis ideológica». Siguió entonces existiendo un «bloque de poder», formado por los políticos monárquicos, pero ya más basado en la fuerza y la presión directa, en la resistencia obstinada a la reforma del sistema pesa a la agudización de las tensiones sociales. Todo aquel inestable tinglado acabó desembocando en la dictadura de Primo de Rivera —que merecía ya el calificativo de «crisis de Estado»— y, tras la defección de una parte de las elites —esa «otra burguesía» que leía *El Sol*—, en la caída de la monarquía en 1931.

Una característica del planteamiento tuñoniano es, por tanto, la atención relativamente menor que presta a los personajes y a los acontecimientos en favor de la *longue durée*. Ni siquiera un período tan largo como el franquismo podía entenderse en sí mismo, sino como consecuencia remota de la crisis del «bloque de poder» canovista acaecida en el primer tercio del siglo. Aquel bloque de poder asediado, especialmente en el momento republicano, en el que tan importante papel desempeñaban la Iglesia y la oligarquía terrateniente y financiera, fue la clave de la reacción «contra las libertades políticas [...] contra la autonomía de Cataluña y del País Vasco, contra la reforma agraria, contra la secularización de los servicios del Estado, [...] en una palabra, contra la modernización del España», representada, según Tuñón, por la Segunda República. El régimen surgido en 1939 fue un sistema de «poder personal», sí, pero de ningún modo al servicio únicamente de la persona del dictador. «Franco fue la piedra angular que sostuvo y justificó el poder de un conglomerado de grupos sociales que fueron los verdaderos vencedores de la Guerra Civil». Supo, sin duda, mantener un hábil equilibrio, cumpliendo así «su función histórica de representar al bloque dominante y la más cotidiana de asegurar su poder personal». A lo largo de los muchos años que duró el régimen, dentro del bloque de poder se operaría una transferencia de la hegemonía desde la oligarquía o «gran burguesía terrateniente» a otra «gran burguesía», la financiera y de negocios; lo cual explicaba la modernización económica de los últimos lustros del régimen y el acceso al poder de los llamados «tecnócratas». En términos políticos, significó el tránsito de «un totalitarismo de derecha que podemos identificar como fascismo» al «autoritarismo tecnocrático que caracterizó el último período del franquismo». Pero aquella evolución también dividió a quienes apoyaban el régimen y provocó sus «contradicciones» y crisis final.

Estas posiciones metodológicas que caracterizaron a Tuñón de Lara, y que tanto atractivo demostraron tener en su época, no se distinguían, como puede apreciarse hoy, por una gran originalidad. En realidad, en los debates puramente metodológicos Tuñón nunca se sintió a

gusto —«un ejemplo, que es lo que a mí me gusta», repetía—. Su esquema se derivaba del marxismo modernizado por la escuela de los *Annales*. Pero, en la España del final del franquismo, fue el hombre adecuado en el momento adecuado. Su versión del pasado era lo que el ambiente requería para oponerse a los esquemas dominantes en los medios académicos que apoyaban al régimen. De ahí que su influjo superara con mucho el campo de la historia contemporánea. Abilio Barbero, Marcelo Vigil o Julio Valdeón son ejemplos de medievalistas que trabajaron, en aquellos mismos años, con esquemas no muy diferentes al suyo. E incluso contemporaneistas de formación tradicional, como Jover Zamora, y otros políticamente muy distantes de Tuñón de Lara, incorporaron conceptos provenientes de sus libros.

La culminación y síntesis de los coloquios de Pau y expresión de los puntos de vista de toda una generación fue la *Historia de España* de Labor, 1980-1991, que Tuñón de Lara dirigió. Su primer volumen se abría con una larga introducción metodológica, cuya autoría sin duda correspondía al director, donde justificaba la historia como «totalidad», estructurada en «niveles de interdependencia» y dividida en periodos a partir de «modos de producción», dentro de cada uno de los cuales cabían distintas «formaciones sociales», así como la «relación dialéctica entre las elites y las masas, entre vanguardias y mayorías». La organización de los volúmenes, a partir de ahí, respondía obviamente a un plan coherente que de ningún modo consistía en una mera yuxtaposición de autores. Había, en cada uno de ellos, unas páginas dedicadas a historia socio-económica, otras a la política y un tercer grupo a la «cultura e ideología». En cuanto a la periodización, rompía de manera patente con la habitual. Los volúmenes se iban dedicando a las «Primeras culturas», la «Hispania romana» (solo hasta el siglo III d. C.), «Romanismo y germanismo» (siglos IV-X), «La España musulmana», el «Feudalismo» (siglos XI-XV), los siglos XVI y XVII (que recibían el significativo título de «La frustración de un imperio», e incluían la Guerra de Sucesión), el XVIII y primer tercio del XIX («Centralismo, Ilustración y agonía del Antiguo Régimen. 1715-1833»), el resto del XIX e inicios del XX («Revolución burguesa, oligarquía y constitucionalismo. 1834-1923»), los años 1923-1939 («Crisis del Estado. Dictadura, República, Guerra»), 1939-1975 («Dictadura franquista») y 1975-1985 («Transición y democracia»). Se evitaban, intencionadamente, términos como «Edad Moderna», «Edad Contemporánea» o «Reconquista», por no hablar de etapas denominadas a partir del nombre del rey o personaje político dominante; la excepción era la «dictadura franquista», fórmula que se aceptaba de forma «provisional», advertía Tuñón, y en la que el nombre del dictador no era más que el adjetivo, mientras que el sustantivo era el régimen, para el que quedaba abierta la hipótesis «de si se trata de una manifestación específica del totalitarismo de derecha y/o del fascismo». Lo importante no es la sucesión de personajes en el poder, ni aun la invasión por otros pueblos, como la de Roma por los «bárbaros», sino la sustitución de una estructura de dominación por otra (por ejemplo, del esclavismo por el colonato).

En cuanto al desarrollo de los volúmenes, era también obvia la distancia respecto del relato nacional-católico. Del sitio y toma de Sagunto, que tanta tinta ditirámica había hecho correr, solo se decía «Aníbal sitió Sagunto y ocho meses más tarde era dueño de la ciudad»; sobre Numancia y Viriato, «utilizados como símbolos» de las «virtudes de la raza» («amor a la independencia y la libertad», «genio», «improvisación»), se decía, también muy escuetamente: «son pocos los que siguen creyendo en estos tópicos» (Julio Mangas). Igualmente se denunciaba el «papel ideológico» desempeñado en la historiografía tradicional por don Pelayo y Covadonga y se defendía la falta de relación entre la rebelión de las «tribus astures» y el anterior reino visigodo de Toledo. Así dice el prologuista —Tuñón, de nuevo—; el autor de las páginas sobre godos y primeros núcleos de resistencia antimusulmana, Luis A. García Moreno, se refiere a aquellos años como «época oscura», sobre la que tenemos «gravísimos problemas de conocimiento».

El volumen dedicado a la «frustración de un imperio» parte de un planteamiento más temático que cronológico: «aspectos» económicos (población, agricultura, pesca, artesanía, comercio, hacienda real), «aspectos» políticos y sociales (más narrativo y pautado por reinados) y «aspectos ideológicos» (cultura escrita y popular, representación de la sociedad española en el interior y el visión desde el exterior, influencia de la Iglesia, ciencia). La América hispánica merece todo un volumen, a cargo de Guillermo Céspedes del Castillo. El XVIII, junto con el reinado de Fernando VII, se ve de nuevo en términos de «crisis», esta vez del «feudalismo desarrollado», y se tratan en él la «coyuntura y política económica», a cargo de Fernández de Pinedo, la «política y sociedad» (por reinados, Gil Novales) y la «visión» cultural e ideológica (por Dérozier, centrada en la literatura). Sobre el siglo XIX escriben Gabriel Tortella sobre economía (que tiende a superar su visión meramente española de su primer libro para insertar el caso español en el «relativo retraso» de las economías mediterráneas), Casimiro Martí sobre política («Afianzamiento y despliegue del sistema liberal»: fuerzas vivas, ideologías, instituciones, acontecimientos); para la segunda parte, J.M. Jover, D. Ruiz y J.L. García Delgado. El volumen

sobre los años 1923-39 corrió a cargo de P. Malerbe, el propio Tuñón, García Nieto y J.-C. Mainer (que, por una vez, reemplazaba a los hispanistas franceses para escribir sobre cultura) y el de la dictadura franquista volvía a dividir economía, política y cultura, encargándose J.A. Biescas de la primera y Tuñón de las dos últimas. El esquema se repitió en un volumen añadido en 1991 sobre la Transición y la democracia postfranquista, en el que S. Juliá escribió la parte política, J.L. García Delgado y J.M. Serrano Sanz la económica y J.-C. Mainer la cultural.

Ha pasado, al escribirse estas líneas, casi medio siglo desde que vio la luz lo más significativo de la obra de Tuñón de Lara. Y el paso del tiempo se nota. Se notó pronto. Desde mediados de los ochenta han recuperado la centralidad los estudios culturales y la historia política, relegados por Tuñón a un plano subordinado. Lo político se ha revalorizado, bajo la influencia de autores como Juan Linz o René Rémond; por mencionar un autor español, el prematuramente desaparecido Javier Tusell sería el ejemplo más activo de historiador político. Pero este tipo de historia no se entiende ya como una mera secuencia de pugnas y sucesiones en el poder, sino como análisis de los sistemas de toma de decisiones, cuidando en especial el rigor conceptual, huyendo de las condenas morales y comparando con países del entorno. La historia del movimiento obrero, que tanto atractivo ejerció en los sesenta y setenta, ha ido siendo sustituida por otra más compleja, cuyo sujeto tiende a ser plural –no hay un único «movimiento obrero», como quería la ortodoxia marxista, siendo todo lo demás «desviaciones» de la correcta conciencia de clase–; los movimientos analizados, por otra parte, no solo son obreros, sino que domina hoy la historia de los movimientos sociales. El esquema revolución burguesa/revolución proletaria como eje central de la historia contemporánea ha sufrido muy duras críticas y se ha visto afectado, como tantos otros conceptos de raíz marxista, por el desprestigio y el colapso final del llamado «socialismo real» a finales de los ochenta; hoy está prácticamente en desuso por parte de los historiadores jóvenes. En cuanto a la visión tuñoniana sobre la época canovista, fue cuestionada desde mediados de los setenta por historiadores formados con Raymond Carr y por otros más jóvenes en las décadas siguientes. Siguiendo a los sociólogos y politólogos estudiosos del clientelismo, estos autores renovaron la interpretación de aquella etapa, subrayando la dificultad de establecer un sistema liberal parlamentario y de modernizar la economía y la sociedad a partir de una realidad social rural y fragmentada; el caciquismo se adaptaba a aquel mundo local y era funcional como mediador entre el mismo y los centros urbanos en que residía del poder político. Eliminando la condena ética, heredera del costismo, el canovismo fue comparado con tantos otros sistemas representativos limitados existentes en países del entorno, que fueron capaces de evolucionar de forma menos traumática hacia cotas más amplias de participación democrática. La conclusión, en términos resumidos, tiende a ser que España no era un país tan excepcional.

Han pasado casi veinte años desde la muerte de Manolo Tuñón y no puedo terminar este artículo sin un toque de añoranza. Porque de este personaje lo más importante no eran sus escritos. Lo era su cordialidad, su entusiasmo, su manera directa y campechana de dirigirse a los demás y de pedir que se dirigiesen a él, su sincero interés por el trabajo de todo el mundo, y en particular de los más jóvenes, su entusiasmo organizativo, su capacidad de atraer a toda la joven generación embarcada en la elaboración de aquella versión «progresista» del pasado español inmediato que él personificaba como nadie. Pocos historiadores académicos españoles podrían soñar con reunir tan envidiable conjunto de cualidades humanas.

Tuñón siempre tuvo una visión objetivista de la realidad histórica que choca con la actual preocupación por los prismas culturales como inevitables distorsionadores de nuestra percepción del entorno. Pero le salvó su interés por lo heterodoxo, su instintiva atracción por lo que cuestionaba los esquemas, y no por lo que los confirmaba. Como le salvó, en política, su buena voluntad y su pragmatismo, que le hizo integrarse sin prejuicios en la nueva España democrática y posibilista y aceptar el nuevo mundo surgido tras el derrumbamiento del comunismo. Cuando su trayectoria y la orientación del grupo al principio reunido en torno suyo parecían sugerir que acabaría encerrándose en un marxismo estrecho y sectario, fue sin embargo abriendo sus temas, genuinamente interesado por lo que hacían generaciones más jóvenes. El movimiento obrero fue siendo sustituido por movimientos sociales en general o por temas directamente políticos y de ahí se pasó a estudiar las ciudades, las elites, la cultura; en definitiva, cambiaron los enfoques y campos de interés. En cualquier caso, los encuentros dirigidos por Tuñón fueron hasta el final los más atractivos del año.

Su humanidad se impuso siempre y se impone ahora que hacemos el balance de su vida. Tuñón fue el maestro del que aprendimos y del que discrepamos cuando llegó el momento de emanciparnos. No sé si el futuro considerará a Manuel Tuñón de Lara el mejor de los historiadores de su época. Pero estoy seguro de que lo reconocerá como el más representativo e influyente de todo un período, como el gran convocador de reuniones y animador de debates y, desde luego, como el más querido de toda una generación intelectual.